Francine Rosenbaum

Le témoignage exceptionnel de la petite-fille d'un des pionniers du sionisme

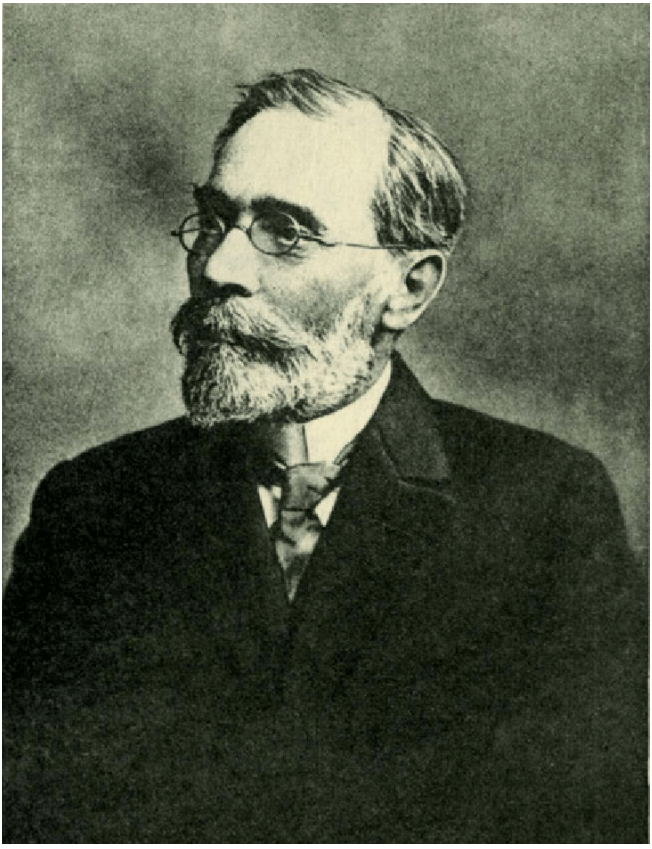
ANTITHÈSE
BONPOURLATETE

Le témoignage exceptionnel de la petite-fille d'un des pionniers du sionisme

Francine Rosenbaum

Juin-octobre 2025

© Antithèse & Bon pour la tête / Francine Rosenbaum - 2025



Shimshon, le grand-père de l'auteure.

Francine Rosenbaum est orthophoniste ethnoclinicienne. Engagée dans l'accueil des enfants migrants, elle a bouleversé l'approche des troubles de la communication attribués au plurilinguisme. Fille de Wladimir Rosenbaum et Anne de Montet, elle est l'auteure, entre autres, de *Les humiliations de l'exil* (Fabert, 2008).

Introduction

Depuis le 7 octobre 2023, je suis terrifiée par la narration colportée sur les réseaux sociaux, qui attribue la responsabilité de la tragédie mondiale en cours aux terroristes du Hamas. Je suis horrifiée par le génocide des Palestiniens que le gouvernement israélien commet impunément, jour après jour, au mépris des appels très morigénés des gouvernements européens, des organisations internationales et des manifestations populaires disqualifiées et brimées par nos propres forces de police.

Autour de moi, quasiment aucune personne d'ascendance juive ne s'associait publiquement aux condamnations de Netanyahou. Dans les cercles privés, le sujet était malvenu.

En mai dernier, les accusations d'antisémitisme portées contre toute personne qui dénonce la politique néocoloniale et génocidaire du gouvernement israélien ont paradoxalement aussi ciblé les Juifs de la diaspora. J'ai ressenti l'impérieuse nécessité de me dissocier clairement des propos de l'Association Suisse-Israël de Lugano. Mais, bien que j'aie publié dans la presse et sur les réseaux une Lettre ouverte expliquant ma position de Suissesse laïque d'ascendance juive, cette «justification» face au danger mortel d'inhumanité ne m'aide pas à supporter de porter un nom que l'on associe à l'idéologie sioniste.

Mon patronyme – ROSENBAUM – m'a interpellée et préoccupée dès mon adolescence. Alors que le gouvernement israélien massacre et dénie à la population palestinienne le droit à l'existence, ce patronyme me tourmente constamment. Dans ma longue vie, j'ai souhaité et je me suis engagée pour une société pacifiste et soucieuse du bien de l'humanité, sans dirigeants assoiffés de pouvoir au mépris de la vie sur terre. Pourtant, malgré moi, mon nom m'attribue une appartenance qui m'est absolument étrangère et dont la dérive génocidaire me fait horreur.

C'est d'abord la question de l'antisémitisme qui m'a rattrapée au tout début des années 1960: j'étais pensionnaire dans une famille lausannoise très protestante qui avait découvert que je buvais du thé à la menthe avec des étudiants qui militaient pour l'indépendance de l'Algérie. Lors du repas dominical, le chef de famille a déclaré que je me mêlais à cette racaille parce que j'étais la fille «d'un sale juif». Je crois que cette désignation a nourri mon intérêt, encore dormant, pour l'histoire de ma famille paternelle si fortement marquée par l'antisémitisme, par la naissance du sionisme bien avant la création de l'Etat d'Israël et, par la suite, par l'antisionisme.

A 23 ans, j'avais projeté d'aller sur place pour me rendre compte de la situation en interviewant des membres des deux communautés – israélienne et palestinienne – sans intermédiaires ni explications préconçues. Excepté mon père, mon entourage jugeait mon projet comme une trahison des survivants de la Shoah. La guerre des Six Jours, en juin 1967, qui a permis à Israël de prendre le contrôle de la Cisjordanie, de la Bande de Gaza, du plateau syrien du Golan et du Sinaï égyptien, a stoppé net mes velléités de compréhension: pour les Palestiniens, mon patronyme m'aurait immédiatement assimilée à l'ennemi. Je me souviens des paroles frappantes de Yeshayahou Leibowitz, ce scientifique, talmudiste, philosophe très engagé lors de la création de l'Etat d'Israël, qui a radicalement critiqué David Ben Gourion: «Cette victoire est un crime, la preuve du caractère colonialiste d'Israël… C'est un des plus grands désastres de notre histoire. Quittons sur-le-champ ces territoires qui causeront notre ruine.» Je me suis donc rabattue sur la lecture des textes des «nouveaux historiens» israéliens qui ont transmis une version de l'histoire d'Israël bien différente de l'endoctrinement démagogique officiel.

Je n'ai pas connu mon grand-père paternel, mort en 1934, bien avant ma naissance. Peut-être parce qu'il venait d'un autre siècle et

d'un pays que j'avais de la peine à imaginer, dans ma famille on n'en parlait pas. Je ne me souviens que de deux anecdotes souvent évoquées par mon père. Alors qu'il était encore enfant, il écoutait son père lui raconter une histoire biblique en se promenant sur un trottoir à Minsk. Deux cosaques qui étaient sur le point de les croiser l'ont apostrophé en lui disant: «Descends du trottoir, juif pouilleux!» Mon grand-père se contenta de les regarder sereinement jusqu'à ce qu'ils passent leur chemin. L'autre anecdote remonte à 1924, lorsque mon grand-père décida d'émigrer en Palestine: mon père raconte qu'il arriva à Zurich avec deux valises pleines de livres, rien d'autre, et qu'il l'a habillé de pied en cap avant son départ pour Tel-Aviv.

J'ai toujours refusé de me rendre en Israël, cet état colonial construit à partir d'un projet politique sioniste auquel mon grand-père a activement participé. Comme mes connaissances sur le rôle qu'il a joué dans le choix de ce projet étaient floues, j'ai essayé de les combler en le replaçant dans le contexte de l'époque: l'histoire du XIXe siècle et du début du XXe qui a vu naître plusieurs Etats nationaux sur les cendres des empires pluriethniques: empires habsbourgeois, ottoman, russe. Le XIXe siècle en Europe est ainsi marqué par deux grandes tendances:

Le sionisme est un projet nationaliste, influencé par le vocabulaire, les méthodes et la logique coloniale

● **Le nationalisme:** chaque peuple aspire à un territoire et à une souveraineté (ex. l'unification de l'Italie, de l'Allemagne, les mouvements d'indépendance en Europe de l'Est et dans les Balkans).

● **Le colonialisme:** l'expansion européenne en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient, justifiée par l'idée de «mission civilisatrice», par le racisme scientifique et par une supériorité supposée de l'Occident.

Le sionisme est né dans ce climat: c'est un projet national – comme les autres nationalismes – mais aussi influencé par le vocabulaire, les méthodes et la logique coloniale. Les penseurs sionistes reprennent l'idée que les Juifs forment un peuple et que, comme tous les peuples, ils doivent avoir un Etat. Mais, contrairement à d'autres nationalismes européens, ils n'ont pas de territoire national reconnu à «libérer»: ils se tournent dès lors vers une terre extérieure, la Palestine – à l'époque sous domination ottomane.

Les premiers sionistes utilisent souvent le langage des colonisateurs européens: Theodor Herzl et d'autres parlent du sionisme comme d'un «rempart de la civilisation européenne contre l'Asie barbare». L'idée est de «ramener» une terre jugée arriérée vers la modernité occidentale (agriculture moderne, institutions, économie capitaliste). Le sionisme politique négocie avec les grandes puissances coloniales (Empire ottoman, puis Royaume-Uni avec la Déclaration Balfour de 1917).

Dès la fin du XIXe siècle, les pionniers sionistes mettent en place des colonies agricoles financées par des philanthropes européens (Rothschild, etc.), sur un modèle très proche de la colonisation de peuplement. Comme dans d'autres colonies, les habitants autochtones (ici, la population arabe de Palestine) sont largement ignorés dans les premiers discours sionistes. Le slogan «une terre sans peuple pour un peuple sans terre», répandu dans le sionisme du XIXe siècle, reflète la logique coloniale: effacer ou minimiser la présence des autochtones pour légitimer l'installation. Cela correspond à une vision typique des projets coloniaux européens en Algérie, en Afrique australe ou en Amérique.

Contrairement aux autres colonisations, le sionisme est aussi un projet d'auto-émancipation d'un peuple persécuté en Europe (pogroms en Russie, antisémitisme en Europe centrale et occidentale). De ce fait, il combine deux dynamiques: une lutte de libération nationale (dans le cadre du nationalisme du XIXe siècle), et une colonisation de peuplement (dans le cadre des pratiques impérialistes de l'époque).

En résumé: le sionisme naît au XIXe siècle dans un contexte de nationalismes européens et s'inspire fortement de l'idéologie coloniale: conquête, «mise en valeur» d'une terre jugée arriérée, alliance avec les puissances impériales, effacement des populations locales. Mais il s'en distingue du fait qu'il est porté par un peuple en quête de refuge et de souveraineté, et non par une métropole coloniale déjà existante.

La place de mon grand-père dans l'histoire du sionisme

Mon grand-père est né en 1860 à Pinsk, en Russie blanche, sous le règne du tsar Alexandre II dont l'assassinat, en 1881, fut attribué aux Juifs déjà lourdement discriminés dans l'Empire. Les nombreux pogroms, la drastique limitation de leurs droits civiques et la législation répressive instaurée par son successeur, Alexandre III, ont conduit à l'émigration vers l'Europe et l'Amérique environ deux millions et demi de Juifs russes. A cette époque très tourmentée pour les Juifs lituaniens également, mon grand-père a grandi dans un milieu traditionnellement orthodoxe et a pu faire ses études à la yeshiva de Volozhin. Je savais que la yeshiva était une institution éducative hébraïque basée sur l'étude des textes religieux traditionnels, principalement le Talmud (le texte sacré classique du judaïsme) et la Torah (les cinq premiers livres de la Bible – Genèse, Exode, Lévitique, Nombres et Deutéronome). Mais j'ai également découvert que la yeshiva de Volozhin était une prestigieuse institution litvique (lituanienne) qui a formé plusieurs générations de chercheurs, rabbins et leaders. Elle est considérée comme la première yeshiva moderne et a servi de modèle pour les successives institutions Misnagdim. Les Misnagdim étaient un mouvement religieux, philosophique et communautaire parmi les Juifs d'Europe orientale, en particulier à Vilnius, qui a résisté à l'essor du hassidisme – un courant mystique du judaïsme né en Europe orientale aux XVIIIe et XIXe siècles — tout en demeurant profondément attachés aux traditions.

Après sa formation de rabbin, mon grand-père finalisa ses études de droit à Vienne et à Odessa où, dans l'Europe du 19e siècle, est née l'idéologie politique du sionisme. En tant qu'étudiant, sans renoncer à son identité hébraïque, il s'engagea en faveur d'une émancipation des traditions rigides et milita aux côtés de Leon Pinsker (1821-1892), le fondateur du mouvement Hovevei Zion («Les Amants de Sion»). Ce mouvement concevait l'émancipation des Juifs – en particulier celle des masses discriminées d'Europe orientale – comme un moyen de les conduire vers une existence plus libre et digne en terre de Palestine, alors sous la souveraineté du Sultan ottoman. Il s'agissait donc d'un projet d'émancipation économique, sociale et culturelle,

sans visée nationale ni territoriale. Pinsker soutenait en effet qu'un foyer national à Sion ne résoudrait pas le «problème juif» et lui préférait une œuvre de régénération culturelle du peuple juif à travers la langue hébraïque, au sein de la diaspora[1]. Leon Pinsker, médecin et intellectuel originaire de l'Empire russe, est surtout connu pour son pamphlet Auto-émancipation (1882). Dans ce texte fondateur, il soutient que l'antisémitisme est une maladie incurable des sociétés chrétiennes et que la survie du peuple juif nécessite l'obtention d'un foyer national indépendant. Cependant, Pinsker n'associait pas nécessairement ce foyer à la Palestine. Dans son esprit, l'important était la sécurité, la souveraineté et la reconnaissance internationale d'un territoire. Le lieu pouvait varier. Lui et ses partisans du mouvement des «Amants de Sion» envisageaient plusieurs options: la Palestine, mais aussi l'Argentine ou d'autres territoires. Il plaidait pour un foyer juif quelque part dans le monde. La Palestine était une option privilégiée par une partie du mouvement, mais Pinsker était avant tout pragmatique: il voulait un territoire sûr et reconnu. Ce n'est qu'un peu plus tard, notamment avec Herzl (1896, Der Judenstaat) et surtout le sionisme politique organisé du Congrès de Bâle (1897), que la Palestine devint officiellement l'objectif central du mouvement.

Dans le souvenir de mon père, arrivé en Suisse à l'âge de 8 ans à la suite du pogrom de Kichinev en avril 1903, la figure idéalisée de son propre père était celle d'un authentique démocrate, éloigné des idéologies nationalistes et colonialistes qui émaillaient les fissures croissantes des empires de la fin du siècle. N'ayant pas vécu avec lui, il lui attribuait des interprétations possibles de Eretz Israël (la Terre d'Israël biblique) mentionnée dans les écritures, ainsi qu'un penchant pour le sionisme culturel ou spirituel, théorisé par l'Ukrainien Asher Hirsch Ginsberg (1856-1927), plus connu sous le nom de Ahad Ha'am, qui s'opposait aux tendances coloniales et au sionisme politique de Herzl. Il estimait en effet que la Palestine ne pourrait jamais héberger la population juive mondiale, ce d'autant que les Arabes, un autre peuple sémite pour lequel il avait le plus grand respect, l'occupait déjà. C'est à Odessa, grand centre de la culture juive de l'époque, qu'Ahad Ha'am s'établit en 1884 et devint membre du comité des «Amants de Sion». En 1889, il publia l'essai qui le rendit célèbre – Ce n'est pas la bonne voie – qui préconisait l'immigration en Palestine mais négligeait les aspects spirituels du judaïsme. À la suite de ses

visites en Palestine, il soutint, dans Emet me-Eretz Israel (la Vérité d'Erets-Israël, 1891), que l'Etat juif échouerait s'il devenait un simple Etat politique. Il opposa ainsi son sionisme culturel et spirituel au sionisme politique de Theodor Herzl. Ahad Ha'am préconisait que la Palestine devienne avant tout un centre spirituel et culturel juif, où la langue hébraïque, la littérature et l'éducation pourraient se régénérer et rayonner sur la diaspora. Ahad Ha'Am rejetait la vision «immédiatement étatiste» et colonisatrice du sionisme politique. Il doutait même qu'il soit possible, à court terme, d'implanter massivement les Juifs en Palestine sans se heurter à une forte résistance. Dès les années 1890, il reprocha aux colons juifs d'ignorer la présence arabe en Palestine. Dans son essai, la Vérité d'Erets-Israël, il décrit l'arrogance des pionniers qui méprisaient les habitants arabes et met en garde contre le risque d'injustice et de conflit. Dans son esprit, la Palestine ne devait pas être un territoire conquis ou vidé de ses habitants, mais un foyer culturel, une sorte de centre spirituel capable de nourrir la vie juive partout dans le monde. On pourrait dire que son projet était moins tourné vers l'expansion territoriale que vers l'affirmation identitaire. Mais même si son sionisme était plus «culturaliste» que politique, il impliquait un ancrage juif en Palestine qui nécessitait des implantations, des terres et des institutions. Ainsi, dans les faits, il n'était pas entièrement exempt d'une dynamique coloniale. Ses critiques des excès des colons montrent qu'il voyait le danger colonial, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il proposait un modèle entièrement hors de cette logique. Son projet restait inscrit dans l'idée que les Juifs pouvaient établir une centralité nationale en Palestine, au risque de heurter la population existante. Le sionisme culturel d'Ahad Ha'am était donc moins explicitement colonial que le sionisme politique de Herzl ou que le sionisme pratique des pionniers agricoles. Il visait d'abord un foyer culturel plutôt qu'un Etat.

Dans son esprit, la Palestine ne devait pas être un territoire conquis ou vidé de ses habitants

Le sioniste le plus célèbre fut le hongrois Theodor Herzl (1860-1904), qui a formulé le projet d'un Etat national juif pour échapper aux persécutions antisémites. Pour lui, les Juifs constituaient plus qu'une simple communauté religieuse mais un peuple à part entière. À ce titre, ils avaient droit à un Etat pour s'épanouir. Celui-ci avait sa place toute trouvée en «terre promise» palestinienne qu'il aimait à

présenter comme «une terre sans peuple pour un peuple sans terre». Le but du fondateur du «sionisme politique» était la création d'un état juif souverain. Son approche est née en réaction à l'antisémitisme européen qui s'est développé à la suite de l'affaire Dreyfus. Il envisageait la résolution du «problème juif» par l'accession à l'autonomie nationale grâce à l'organisation de négociations diplomatiques avec les grandes puissances. Il était prêt à envisager d'autres lieux de peuplement pour les Juifs (par exemple le Plan Ouganda). Theodor Herzl était personnellement laïc et considérait la religion comme un facteur négligeable. Tandis qu'il cherchait sans succès à convaincre les dirigeants ottomans et européens du bien-fondé de son projet, des milliers de juifs ashkénazes, fuyant les persécutions dont ils étaient victimes dans l'Empire russe, émigrèrent vers la Palestine dans les années 1880, au cours de la première Alyah (vague migratoire sioniste). Ils y furent accueillis froidement par les populations arabes, chrétiennes et musulmanes ainsi que par les quelque 20 000 juifs mizrahim (orientaux) qui y vivaient alors. Grâce au soutien financier de riches sponsors européens, ils furent toutefois en mesure d'acquérir un nombre croissant de terres. C'est ainsi que se forma le Yishouv («implantation» en hébreu), nom donné par les sionistes à la communauté juive palestinienne avant la création de l'Etat d'Israël

Herzl était un homme de son temps, imprégné des représentations coloniales et nationalistes européennes de la fin du XIXe siècle. Dans sa vision européocentrée, il présente les Juifs comme des «porteurs de civilisation» en Orient. La Palestine est ainsi considérée comme un espace «à moderniser» par la science et l'organisation occidentale. Herzl évoque très peu la population arabe existante. Elle est implicitement vue comme un obstacle marginal qu'on pourrait déplacer, compenser financièrement ou assimiler. Sa pensée ne repose pas tant sur une haine raciale que sur une hiérarchie civilisationnelle: les Juifs (occidentalisés) apportent le progrès, tandis que les autochtones sont relégués au rôle de figurants passifs.

Au début du siècle passé, mon père a vécu en Suisse, séparé de sa famille dès l'enfance. Dans les écoles laïques qu'il fréquentait, je doute que le rôle de son propre père dans la constitution du mouvement sioniste ait été commenté ou même évoqué. Il n'en a en tout cas jamais parlé. J'ai ainsi dû rechercher dans les écrits historiques quel a été l'engagement et

les fonctions de mon grand-père. Son histoire s'est avérée très différente du portrait sommaire et idéalisé rapporté par mon père.

Mon grand-père, Shimshon Rosenbaum, était un sioniste religieux orthodoxe qui a assumé des fonctions importantes dans le Mouvement Mizrachi. Ce dernier défendait l'idée d'un retour des Juifs sur la Terre d'Israël sur la base de la Thora et de la Halacha (le Chemin). Pour le groupe Mizrachi, le projet politique du sionisme était donc doublé d'un devoir religieux, et le retour en Eretz Israel (Terre d'Israël) constituait une partie de la rédemption messianique. Il était critique à l'égard du sionisme laïque de Herzl, «modernisé à l'occidentale». Cependant, tout en ne partageant pas entièrement les thèses de ce dernier, il a activement collaboré à l'organisation du Congrès sioniste de Bâle où a été fondée l'Organisation sioniste mondiale. Celle-ci visait la reconnaissance internationale du projet de création d'un Etat juif en Palestine, malgré l'opposition des membres du sionisme néo-territorialiste fondé par l'Anglais Israël Zangwill (1864-1926), qui refusaient l'idée d'un lien historique entre les Juifs et la Palestine et proposaient de coloniser d'autres régions peu peuplées, telles que l'Argentine, l'Afrique du Sud, l'Ouganda, le Texas ou l'Australie.

Dès 1890, mon grand-père a vécu à Minsk où il a été l'un des leaders sionistes et l'organisateur de la Conférence de Minsk de 1902, autorisée par le gouvernement. Cette conférence a été la deuxième des sionistes russes – une minorité nationale dans un Etat qui avait supprimé ces dernières et leur avait jusqu'alors refusé le droit de se réunir. Deux factions y étaient représentées: le groupe Mizrachi (dans lequel œuvrait mon grand-père) et le groupe Democratic Fraction. La question culturelle était la plus controversée. Le point le plus important était le rapport concernant les activités culturelles rédigé par Nahum Sokolow et Ahad Ha'Am.

Je voudrais croire – mais je n'en suis pas sûre – que le projet de mon grand-père se réclamait aussi du «sionisme binational» imaginé par Judah Leon Magnes (1877-1948) et, surtout, par Martin Buber (1878-1965), philosophe et penseur juif qui s'inscrit dans le courant du «sionisme culturel ou spirituel» hérité d'Ahad Ha'am. Buber soutenait que le sionisme et le nationalisme étaient incompatibles. Le sionisme devait être une «force de l'esprit» irradiant d'un centre spirituel à Jérusalem. La création d'un Etat national juif était pour lui

impensable. Au contraire, les Juifs et les Arabes devaient coexister pacifiquement dans un état binational. Il militait dans Brit Shalom (1925), puis dans Ihud (après 1942), des mouvements qui prônaient la coexistence judéo-arabe en Palestine, dans un cadre binational. Même après la proclamation de l'Etat d'Israël, Buber s'est opposé fermement aux politiques adoptées par le gouvernement à l'égard des Arabes. Il reconnaissait le danger colonialiste: si le projet juif se réalisait par l'expropriation ou la domination des Arabes, alors il perdrait toute légitimité. D'où sa critique constante de la politique du Yishouv (implantation) et, plus tard, de l'Etat d'Israël naissant. Fidèle à sa philosophie du «Je-Tu», Buber affirmait que le rapport avec les Arabes devait être fondé sur le dialogue et la reconnaissance mutuelle, et non sur la force. Il plaidait pour un Etat binational, fondé sur une parité politique et des droits partagés. Il considérait que le véritable sionisme devait être anticolonial: ne pas imposer une souveraineté exclusive, mais créer un espace de coexistence et de fécondation réciproque. Buber reprochait au sionisme dominant – notamment celui de Ben Gourion – son glissement vers un nationalisme exclusif et militarisé. Après 1948, il dénonça les expulsions des Palestiniens (Nakba) et la logique étatique de puissance, qu'il voyait comme une trahison de l'esprit du sionisme. Pour lui, la survie morale du peuple juif dépendait de sa capacité à ne pas reproduire les schémas de domination coloniale qu'il avait lui-même subi en Europe. Là où d'autres voyaient un droit exclusif à la terre, Buber voyait une responsabilité éthique: habiter la terre avec l'autre peuple et non contre lui.

Mon grand-père était aussi interpellé par le sionisme socialiste dont l'objectif était de libérer le peuple juif de sa soumission séculaire en construisant un état socialiste en Palestine. En 1902, il a obtenu l'autorisation de convoquer la convention de tous les sionistes russes à Minsk et de fonder le Parti Poale Zion (Parti Socialiste Sioniste). Dov-Ber Borochov (1881-1917), le principal représentant de cette tendance, voulait imposer à l'ensemble de la population une assimilation économique et culturelle de type marxiste qui s'est fortement développée dans les kibboutz, ces communautés agricoles de travailleurs volontaires à gestion collective surgies à partir de 1909-1910. Par contre, il devait certainement être opposé au sionisme armé révisionniste dont le théoricien principal était le russe Vladimir Ze'ev Jabotinsky (1880-1940) qui créa, en 1925, la Légion

Hébraïque et l'Union Mondiale des Sionistes Révisionnistes qui ont donné naissance aux organisations paramilitaires et terroristes telles que l'Irgoun et le Lehi, plus connu sous le nom de la «Bande Stern». La lutte armée, aussi bien contre la Grande-Bretagne – mandatée par la Société des Nations pour administrer les territoires palestiniens – que contre la population arabe, était considérée comme le seul moyen d'établir un état antisocialiste et antimarxiste. Cette forme de sionisme s'est imposée sur toutes les autres et a idéologiquement imprégné les structures de l'Etat d'Israël, en particulier la doctrine des partis et mouvements politiques tels que le Likoud de Benjamin Netanyahou.

Mon grand-père a participé aux congrès sionistes dès le début et jusqu'en 1914; il était membre du Conseil Général sioniste et affilié au Zionnei Zion, un mouvement fortement opposé au projet ougandais de Herzl. Il était également membre de la Convention de Minsk et de la Société néo-philologique d'Helsingfors (aujourd'hui Helsinki), puis a été élu au Comité Central du Mouvement Sioniste Russe. Il a rallié le Parti Démocratique Constitutionnel et a été membre de la première Douma de l'Empire russe (1906-1907). A Vilna (actuelle Vilnius) pendant la Première Guerre mondiale, il a dirigé le mouvement sioniste lituanien. Ses efforts en faveur de la minorité juive en Lituanie s'étant avérés vains, il a alors considéré qu'il était de sa tâche urgente, en tant que sioniste modéré, de soutenir les Juifs de la nouvelle république de Lituanie – devenue indépendante en 1918 suite à l'effondrement de l'Empire russe – en rejoignant son gouvernement. C'est dès lors en tant que représentant du gouvernement lituanien qu'il prit part aux négociations avec les autorités ottomanes sur Eretz Israel (la Terre d'Israël).

Mon grand-père a participé aux congrès sionistes dès le début

En 1919, il a participé à la rédaction de la constitution lituanienne qui garantissait aux Juifs une importante autonomie et a dirigé le Seimas, le parlement lituanien, de 1920 à 1925. En tant que Ministre des Affaires étrangères, il prit également part aux négociations du traité de Versailles. En 1920, il a signé le Traité de Paix Soviéto-Lituanien qui attribuait Vilna à la Lituanie puis, en 1923, il a été désigné comme Ministre des affaires juives dans le gouvernement lituanien dirigé par Ernst Galvnauskas. En 1924, suite à l'abrogation de l'autonomie des

Juifs de Lituanie et à l'antisémitisme croissant qui suivit la Première Guerre mondiale, mon grand-père a démissionné du gouvernement et est parti en Palestine dans la mouvance de la quatrième Aliyah (vague migratoire sioniste de 1924-1928).

L'Aliyah est un concept important de la culture hébraïque ainsi qu'une composante majeure du sionisme politique validé par la «Loi du retour» israélienne. Cette dernière reconnaît à tout Juif (considéré tel par la Halakha ou par la loi civile israélienne) et aux non juifs idoines (enfants, petits-enfants, neveux, etc. ainsi que les conjoints) le droit légal à l'immigration assistée et à la citoyenneté israélienne. De nombreux Juifs religieux soutiennent l'Aliyah comme un retour à la «Terre promise» et la considèrent comme l'accomplissement de la promesse biblique de Dieu aux descendants des patriarches Abraham, Isaac et Jacob. Après la quatrième et surtout la cinquième Aliyah, déterminée par la crise économique mondiale et la montée du nazisme en Allemagne, les Juifs en Palestine représentent environ le 30 % de la population. Cette immigration massive exacerbe la révolte des Arabes contre la colonisation juive et la domination britannique. La Grande Révolte arabe durera de 1936 à 1939.

Pour mon grand-père, le retour à Sion a d'abord été un projet religieux et national, enraciné dans la tradition juive et la foi, contrairement à Herzl qui pensait un Etat juif avant tout comme une solution politique internationale à l'antisémitisme européen. La priorité de mon grand-père était la renaissance spirituelle et culturelle du peuple juif, exclusivement en Terre d'Israël (Eretz Israël). Sa vision était davantage communautaire et religieuse: l'Etat juif ne doit pas seulement protéger les Juifs mais aussi incarner la mission spirituelle d'Israël. Il justifiait l'implantation juive en Palestine par la croyance en un droit historique et religieux: il affirmait que le peuple juif ne «colonise» pas une terre étrangère, mais qu'il revient sur sa propre terre, donnée par Dieu à Israël et sanctifiée par l'histoire biblique. Dans sa vision, la présence juive en Palestine n'était pas comparable à un colonialisme européen en Afrique ou en Asie, il s'agissait plutôt de retrouver un foyer ancestral et non de dominer une population étrangère pour en exploiter les ressources. Cela s'opposait, dans sa logique, à l'idée coloniale occidentale de supériorité d'un peuple sur un autre. Avec le courant Mizrahi, il mettait en avant la vocation du peuple juif: en se réinstallant en Terre d'Israël, il ne fait pas

seulement œuvre de survie, mais aussi de témoignage spirituel pour l'humanité. C'est une manière de légitimer l'entreprise: elle n'est pas seulement pour les Juifs, mais elle a une valeur morale et universelle. Il voyait moins la Palestine comme un «espace vide» — selon le mythe du «désert à cultiver» — que comme une terre à partager dans le respect de sa vocation biblique. Mais il estimait que la légitimité juive était supérieure, car enracinée dans l'alliance divine et l'histoire. Il ne justifiait pas le sionisme comme un colonialisme, mais comme un retour légitime sur la terre d'Israël, voulu par l'histoire et la religion. À ses yeux, parler de colonialisme était une erreur, car il ne s'agissait pas d'une expansion impériale vers l'étranger, mais d'une restauration nationale et spirituelle.

Contrairement à Herzl, dont le racisme sous-jacent est colonial et européocentré, car découlant de l'idéologie du progrès et de l'infériorisation des peuples «orientaux», mon grand-père avait une vision théologicocentrée qui fonde la légitimité juive sur la Bible: elle découle de la conviction que le peuple juif a un droit exclusif, sacré, sur la Terre d'Israël. Les non-Juifs (Arabes en Palestine) sont présents, mais n'ont pas le même droit sur la terre, car leur légitimité n'est pas d'origine divine. Il établit une hiérarchie spirituelle: le peuple juif a une mission universelle et un statut privilégié, ce qui relègue les autres peuples à un rang secondaire. L'exclusion des Arabes est implicite: ils ne sont pas «effacés», comme chez Herzl, mais leur droit est relativisé par rapport à celui des Juifs. Dans cette vision, ils ne peuvent exister en Palestine qu'en tant que «tolérés». Son sionisme naît dans le climat intellectuel du XIXe siècle, où le racisme scientifique domine. Il en reprend certains concepts (peuple, race, nation), mais dans une logique religieuse émancipatrice: répondre à l'antisémitisme racial par la création d'un Etat juif indépendant. L'idée que l'Etat juif n'est pas seulement une protection politique, mais aussi une mission spirituelle et messianique, a influencé la société israélienne, en particulier après 1967 (mouvements pour le Grand Israël, implantations en Judée-Samarie).

Autrement dit: Herzl pensait en termes de supériorité civilisationnelle (modèle colonial classique), tandis que mon grand-père pensait en termes de supériorité spirituelle et religieuse (modèle théologique). Aujourd'hui, c'est le courant religieux-national Mizra-

hi, puis le Parti suprémaciste juif Mafdal, qui défend les intérêts des juifs orthodoxes et des colons israéliens, soutenant la colonisation dans le Plateau du Golan et en Cisjordanie.

En Palestine mandataire (nom donné à la Palestine sous mandat britannique), mon grand-père a été l'un des fondateurs de la Faculté de Droit et d'Economie de l'Université de Tel-Aviv. En 1927, il a été nommé Consul honoraire de Lituanie en Eretz Israël et, en 1929, Consul Général. À l'âge de 70 ans, il a été décoré de l'Ordre du Grand Duc Gediminas et nommé président d'honneur de l'organisation des immigrants de Minsk, fondée en 1934. Il est mort à Tel-Aviv en 1934 et est enterré au Trumpeldor Cementery.

Au-delà du contexte géopolitique de la Russie de la fin du 19e et du début du 20e siècle qui a nourri les différents courants sionistes, mon grand-père devait être parfaitement au courant que le 8e Congrès sioniste avait créé, en 1908, l'Office pour la Palestine, une branche de l'Organisation sioniste mondiale (puis de l'Agence juive), responsable de la logistique de l'immigration juive. Au début, cet Office (en allemand Palästinaamt) a eu pour but d'acquérir des terres en vue de la colonisation agricole en Palestine. En 1924, le banquier Edmond de Rothschild fonda la PICA, l'Association juive de colonisation de Palestine, et finança l'acquisition de plus de 50 586 hectares de terres. En 1929, après la Première Guerre mondiale, l'Organisation a été officiellement reconnue avec la fonction de favoriser l'immigration et l'installation des Juifs sur ces terres rachetées aux Arabes. Puis elle est devenue un organisme gouvernemental de la communauté hébraïque en Palestine jusqu'à la proclamation de l'Etat d'Israël en 1948.

C'est Yitzhak Ben-Zvi, un Juif d'origine russe (il deviendra le deuxième Président de l'Etat d'Israël), qui a créé, en 1907, le groupe d'autodéfense Bar Guiora avec pour devise: «Dans le sang et le feu la Judée est tombée. Dans le sang et le feu la Judée ressuscitera». Devenu Hashomer («la garde»), en 1909, puis Haganah («la défense»), en 1920, ce groupe s'applique à protéger les colonies sionistes de Palestine, bien avant que soit créée l'armée d'Israël, Tsahal. En 1931, les membres les plus radicaux de la Haganah, dont Menahem Begin et Yitzhak Shamir, créent l'Irgun («Organisation militaire nationale») qui planifient des actions terroristes pour en finir avec la tutelle

britannique sur le territoire. De 1931 à 1948, l'Irgun a constitué le groupe paramilitaire terroriste dont d'idéologie sioniste révisioniste a anticipé l'actuel parti du Likoud. Basé sur les prémices formulées par Vladimir Žabotinskij [2] selon lesquelles «tous les Juifs avaient le droit d'entrer en Palestine, que seule une représaille active aurait effrayé les Arabes et que seulement une force armée hébraïque aurait cautionné l'Etat d'Israël», le groupe commit des abus et des actes terroristes contre la population arabe. En se dissociant de l'idéologie socialiste de la Haganah comme de sa modération toute relative, l'Irgun a fait usage de la force pour obtenir la reconnaissance de l'Etat d'Israël dans la Palestine mandataire.

Mon grand-père était déjà décédé lors de la forte augmentation de l'immigration juive en Palestine de 1936 à 1939, principalement due à l'antisémitisme en Europe, en particulier en Allemagne. La population juive dans la région est alors passée d'environ 80 000 personnes en 1918 à près de 500 000 en 1936. Cet afflux a alimenté la Gande révolte arabe contre les autorités britanniques et causé de nombreuses victimes, principalement parmi les Juifs. En réponse, les Britanniques, craignant de perdre le soutien des pays arabes à l'approche de la Seconde Guerre mondiale, ont publié, en 1939, le «Livre Blanc» [3], qui limitait drastiquement l'immigration juive et la vente de terres aux Juifs. Dans une escalade sanglante, l'Irgun a mis au point l'emploi des techniques terroristes encore actuelles dans ses représailles contre les militants nationalistes arabes. Dès la scission de la Haganah, l'Agence juive a dénoncé les stratégies et les tactiques de l'Irgun jusqu'à obtenir sa dissolution en 1948.

Le groupe commit des abus et des actes terroristes contre la population arabe

Jusqu'à sa mort, en 1934, mon grand-père était donc parfaitement informé des abus du colonialisme de l'Agence juive étayée d'abord par la Hashomer, puis par la Haganah et, finalement, par l'Irgun. C'est certainement en tant que démocrate et épris du droit des peuples, tel que se le rappelle mon père, qu'il a participé à la fondation de la Faculté de Droit et d'Economie de l'Université de Tel-Aviv en 1924. Je me demande si, en tant que juriste, il aurait admis la Déclaration unilatérale d'Indépendance d'Israël, signée le lendemain du vote des Nations Unies sur la Partition de la Palestine mandataire, à laquelle

les Etats arabes se sont opposés en déclarant qu'ils seraient intervenus pour l'empêcher. En effet, dans les jours suivants, l'Egypte, la Transjordanie, l'Irak et la Syrie ont attaqué les troupes israéliennes sur la terre qui venait de cesser d'appartenir à la Palestine mandataire britannique: cela a marqué le début de la Guerre arabo-israélienne de 1948 qui s'est terminée le 24 juillet 1949 avec la signature de l'armistice avec la Syrie. Israël entérinait ainsi son indépendance en augmentant son territoire d'environ le 50 % par rapport au plan des Nations Unies de 1947. Je voudrais aussi penser – comme l'a probablement aussi souhaité mon père – que mon grand-père n'aurait pas cautionné la nakba, l'exode forcé de leurs villes et villages de plus de 700 000 Palestiniens à l'origine du problème actuel des réfugiés dispatchés en Jordanie, dans la Bande de Gaza, en Cisjordanie, en Syrie et au Liban.

La résilience de mon père face à l'antisémitisme

En 1948, au moment de la concrétisation du projet politique sioniste, mon père a 54 ans et vient d'entreprendre la deuxième partie de son existence à Ascona. Je ne me souviens pas de l'avoir entendu prononcer un seul commentaire sur ce tournant décisif de l'histoire du peuple juif. Dans le livre que l'historien Peter Kamber lui a consacré, il dit: «Le problème de ma vie a été le problème juif. En 1950, ma fille aînée, qui devait avoir six ans et avait peut-être subi à l'école une insulte antisémite ou un autre affront, m'a tout à coup demandé, sans préambules: « Papa, que sont les Juifs? » Je lui ai expliqué que les Juifs sont un peuple; après avoir été chassés de leur pays ils ont dû vivre ailleurs pendant deux mille ans; puis de bonnes personnes ont pensé qu'il fallait leur restituer leur terre. Ils sont donc retournés dans leur pays, qui aujourd'hui s'appelle l'Etat d'Israël. Mon intelligente fille a répliqué: « Alors pourquoi tu n'y vas pas, papa? » Une question logique! Je lui ai répondu: « Tu vois, Francine, ce n'est pas une chose facile. Depuis l'enfance, j'ai dû vivre dans divers endroits. Je me suis marié avec Tante Aline, maintenant je suis marié avec ta maman, toutes les deux ne sont pas juives mais moi, dans mon cœur

et par conviction, je suis un juif, mais un juif de la diaspora qui essaye d'y trouver sa place ». Mais je n'ai pas utilisé le mot Diaspora. Elle a dû se contenter de cette réponse et je m'en contente également. En ce qui me concerne, je crois avoir trouvé une solution au problème juif au niveau intellectuel. Je n'ai pas de patrie ici et je ne l'ai pas non plus en Israël, ma patrie est dans mon hébraïsme spirituel, à l'intérieur de moi, là je m'y sens bien et en sécurité. Je me sens absolument juif bien que mes trois femmes ne le soient pas; mais c'est un hasard, elles auraient pu être juives ou japonaises. Je suis incapable de penser par catégories nationales.

Dans cette réponse, je reconnais aujourd'hui clairement le problème juif qui est à l'origine du combat de mon père tout au long de sa vie ainsi que de ses choix éthiques et civiques: d'une part, la lutte constante contre l'antisémitisme et le racisme dont il a été la cible en tant que Juif et, d'autre part, en tant que Juif de la diaspora, l'engagement politique sans faille contre toute forme de prévarication nationaliste et colonialiste. Toutes les étapes de sa vie ont été marquées par ce double combat, intime et public. Intime, parce qu'il a radicalement invalidé et effacé de son auto-narration l'héritage du sionisme religieux paternel; et public, parce qu'il a payé son activisme antifasciste par la prison et la radiation professionnelle.

De son enfance et de ses jeunes années, mon père évoquait quelques épisodes de mépris et d'injustice envers les personnes faibles, sans défenses ou discriminées. Il a vécu, dès l'âge de 8 ans, à Genève, d'abord avec sa mère et l'une de ses sœurs, puis dans une pension et fréquentait l'école laïque. Au début du 20e siècle, à Genève, la communauté juive, renforcée par une forte immigration venue d'Europe de l'Est et de l'Empire ottoman, a fait face à une montée d'antisémitisme alimentée par les mouvements nationalistes et une crise identitaire communautaire. Genève a ainsi connu une augmentation significative de sa population juive, due à l'arrivée massive de coreligionnaires, notamment des Juifs orthodoxes de l'Empire russe et des Juifs séfarades de l'Empire ottoman, qui ont contribué à une diversité culturelle au sein de la communauté. Parallèlement à cette immigration, la communauté juive genevoise traversait une crise spirituelle et identitaire, caractérisée par une désaffection croissante envers les traditions. Cette situation a coïncidé avec une période de

réveil nationaliste et une montée de l'antisémitisme, remettant en cause l'émancipation des Juifs en Suisse.

Cependant, l'amalgame entre antisionisme (opposition à l'idéologie ou au projet politique sioniste) et antisémitisme (haine des Juifs en tant que groupe religieux, culturel ou «racial») ne date pas de la naissance du sionisme au XIXe siècle. Il s'est construit progressivement, surtout à partir du XXe siècle, dans des contextes historiques précis. Avant 1948, les deux notions étaient bien distinctes: à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, le sionisme apparaît comme un courant minoritaire au sein du judaïsme. Beaucoup de Juifs (religieux, libéraux, socialistes, assimilationnistes) y sont hostiles. L'antisémitisme existe en Europe de longue date mais il est indépendant de la critique du sionisme. Dans ces décennies, personne n'assimile systématiquement l'un à l'autre: on pouvait être juif et antisioniste (cas fréquent) sans être antisémite. La Shoah change la donne: elle donnera une légitimité morale immense au projet sioniste et à l'Etat d'Israël créé en 1948. Dès lors, critiquer Israël devient, pour certains de ses défenseurs, une forme de remise en cause de la survie des Juifs après le génocide: c'est le début de l'amalgame entre hostilité à Israël et hostilité aux Juifs.

Mon père n'était pas un militant sioniste, pas plus qu'il n'était proche des organisations qui soutenaient la fondation de l'Etat d'Israël. Son engagement était plutôt orienté vers un universalisme humaniste et antifasciste, proche de la gauche intellectuelle européenne. Il faisait partie de ceux qui considéraient que l'avenir du judaïsme passait plus par une intégration culturelle et politique en Europe que par l'émigration en Palestine. Son horizon politique était européen, il était critique de toute forme de nationalisme exclusif, y compris le nationalisme juif.

Il s'est engagé très tôt et de manière active contre le fascisme et l'antisémitisme, en particulier dans les années 1930–1940. Dans un contexte où une partie des élites suisses restaient complaisantes ou silencieuses face à Hitler et Mussolini, il prit le risque d'une parole claire en dénonçant l'antisémitisme et les compromissions avec le nazisme. Son identité juive et son humanisme ont nourri son engagement. Celui-ci fut autant juridique et politique que culturel, notamment à travers la défense et l'aide concrète aux réfugiés ainsi que par

l'animation d'un réseau intellectuel antifasciste. En tant qu'avocat, il défendait des intellectuels, militants ou réfugiés poursuivis pour leurs positions antifascistes. Dans les années 1930, il a mis son énergie et ses réseaux au service des réfugiés fuyant les persécutions nazies et fascistes. Son cabinet d'avocat servait de point d'appui pour des démarches légales permettant à des réfugiés (souvent juifs) d'obtenir des papiers, du soutien financier ou une protection.

Au début des années 1930, mon père participa activement au projet coopératif zurichois Neubühl, considéré comme le prototype et le développement le plus important du style des nouvelles constructions en Suisse. Ce lotissement de logements sociaux a été construit entre 1930 et 1932 pendant la Grande Dépression, grâce à une initiative privée et avec le soutien financier de la coopérative Neubühl. Depuis 2010, le village est classé monument historique. L'engagement de mon père prit la forme d'un travail à la fois pratique et intellectuel: il contribua à l'organisation des structures de gouvernance coopérative et développa sa réflexion sur les principes mutualistes et l'action sociale. Parallèlement, il fut impliqué dans la revue mensuelle Information (1932–1934). Il y publia des articles et des notes portant sur les thèmes du coopérativisme, des réformes sociales et de l'éducation populaire, cherchant à diffuser les idées de Neubühl auprès d'un large public et à relier la pratique coopérative aux débats intellectuels de l'époque. Son double rôle — sur le terrain et dans la presse — illustre une stratégie courante chez les militants de l'époque: construire des expériences concrètes tout en façonnant l'opinion et en créant des réseaux de soutien par l'écriture et l'édition.

Mon père s'impliqua dans les comités suisses de soutien à la République espagnole

Dès 1936, mon père s'impliqua dans les comités suisses de soutien à la République espagnole menacée par le coup d'Etat franquiste soutenu par Hitler et Mussolini. Il organisa des collectes et des interventions juridiques pour défendre les réfugiés espagnols en Suisse, souvent menacés d'expulsion. Il voyait la guerre d'Espagne comme une première ligne de front contre le fascisme européen. Pour les républicains espagnols, il effectua des transactions d'armes clandestines, sous couvert de son étude d'avocat. En 1937, à la suite de ces activités, il fut arrêté, condamné à cinq mois de prison et son brevet d'avocat lui fut retiré en 1938.

Avec sa première épouse Aline Valangin (écrivaine et psychanalyste), il transforma leur maison tessinoise de Comologno en refuge et lieu de passage pour de nombreux artistes, écrivains et résistants antifascistes. Ce foyer culturel devint un espace de liberté intellectuelle et de résistance spirituelle face au fascisme. Pendant la Seconde Guerre mondiale, mon père utilisa ses connaissances juridiques pour fournir une assistance à ceux qui tentaient de rester en Suisse ou de transiter vers d'autres pays. Le refuge de Comologno continua d'accueillir de nombreux intellectuels et opposants politiques, parmi eux: des écrivains allemands, italiens et autrichiens persécutés par les nazis et les fascistes. Il continua de dénoncer le nazisme, l'antisémitisme et les compromissions de certains milieux suisses avec le Reich, au risque de s'attirer la surveillance des autorités. Le couple Valangin-Rosenbaum se trouva sous surveillance des autorités suisses, qui craignaient que leur maison ne serve de «centre subversif». Malgré la censure et la répression, le couple maintint son rôle de passeur culturel et de relais moral contre le totalitarisme et soutint les contacts entre antifascistes suisses, allemands et italiens, contribuant à la circulation des idées de résistance. En 1945, mon père salua la victoire contre le nazisme mais resta critique envers la Suisse officielle qui, selon lui, avait trop souvent fermé les yeux sur l'antisémitisme et collaboré avec l'Allemagne nazie.

Face au sionisme religieux de son père, mon père s'est positionné en rupture, préférant une approche universaliste et laïque de l'engagement: il aidait des réfugiés juifs en tant qu'êtres humains persécutés, et non pas parce qu'il voulait servir une cause nationale-religieuse. Il était sans aucun doute un homme de gauche et un humaniste, mais pas un militant anarchiste ou communiste doctrinaire. Dans le livre de Kamber, il dira plus tard: «J'étais un individualiste, un outsider, qui ne pouvait être rattaché à aucun parti, à aucune association, quelqu'un qui ne devait avoir d'égards ni à gauche ni à droite et n'en avait pas, sans compromissions». Il était aussi critique face au conservatisme suisse, ce qui le plaçait clairement dans le camp progressiste. Il était en contact avec des communistes, des socialistes, des intellectuels radicaux et des artistes d'avant-garde, mais lui-même avait une position plus pragmatique: il défendait la liberté et la culture.

Mon pacifisme radical

Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal
mais par ceux qui les regardent sans rien faire.
Albert Einstein

J'ai compris que l'idéologie sioniste constitue aujourd'hui l'ultime tragique version de l'impérialisme et du colonialisme occidental. Le judaïsme d'avant la fin du 19e siècle était une religion inspirée de la Torah, pas un territoire, ni un pays, ni même une néo-langue. Alors qu'après la Seconde Guerre mondiale le monde civilisé remettait en cause le colonialisme, l'Europe a soutenu et largement financé le projet colonial des sionistes en leur octroyant le droit de déposséder de leurs terres les Palestiniens. Une caution qui permettait aux Occidentaux de se dédouaner des pires crimes antisémites jamais commis tout en s'assurant un avant-poste stratégique au Moyen-Orient et le contrôle des ressources de toute la région.

J'ai toujours été stupéfaite qu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les pays occidentaux aient soutenu financièrement et politiquement l'émigration en Palestine de la majorité de leurs citoyens juifs persécutés par les nazis, au lieu de les accueillir généreusement et de les dédommager. Je suis profondément convaincue que le racisme, l'appropriation illégitime des biens d'autrui et l'inégalité sociale sont consubstantiels à l'idéologie néolibérale des sociétés occidentales.

Cette conviction a nourri mes choix de vie et mes engagements: les premières marches «antiatomiques», les luttes pour les bourses d'études, pour le vote des femmes, pour la décolonisation en Afrique, contre la guerre du Vietnam, pour le soutien aux grèves des ouvriers de Lip, contre la guerre des Balkans, pour les révolutions en Amérique latine, pour les réfugiés, pour les migrants et, transversalement, pour le désarmement et la paix, afin que l'argent qui finance les guerres soit consacré au bien-être des humains.

Mais je ne peux que constater qu'en Europe la gouvernance militaro-industrielle n'a jamais visé la paix et la concorde entre les peuples: la fabrication d'armements a été, et est plus que jamais, le socle porteur des hommes qui détiennent le pouvoir et les finances de notre société. Les guerres des deux derniers siècles ont causé un nombre de victimes chaque fois plus important. Environ 20 millions

en 1914-1918, dont la moitié de soldats au front et l'autre de civils morts de faim et de maladies plus que des suites des bombardements. Durant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), ce sont les civils qui sont devenus la cible principale de la guerre totale: plus de 80 millions de morts, dont le 75 % de civils. Dans les guerres contemporaines, les civils représentent désormais presque 90 % des victimes, comme ce fut le cas dans les Balkans, en Irak, en Syrie, au Yémen, ou encore en Afrique sub-saharienne, à cause des famines, des maladies et des violences de masse. Les données du SIPRI (Institut International de recherches sur la Paix de Stockholm) concernant le budget militaire mondial m'ont effarée: 2440 milliards de dollars en 2023, 2720 en 2024, soit une augmentation de 9,4 % en termes réels. Si cette tendance se poursuit, le budget militaire mondial pourrait atteindre près de 3000 milliards de dollars en 2025, voire plus selon les tensions et les crises.

A quoi servent tous ces armements sinon à tuer des millions de personnes pour enrichir quelques milliers de mâles Alpha qui se réclament d'un dieu unique et tout puissant? Dans ce contexte, la tragédie de Gaza constitue l'ultime horreur qui peut amener une remise en cause radicale de la gouvernance néolibérale et virile du monde avant son effondrement. La mobilisation pour la population de la Palestine massacrée par les armes occidentales fournies au gouvernement sioniste et messianique d'Israël rejoint bien d'autres luttes: celle contre les injustices sociales et le racisme, celle en faveur du respect et de la reconnaissance mutuelle, celle, aussi, pour la sauvegarde la nature et la paix, garante de la vie sur notre planète bleue. Le pacifisme a toujours été et est, sans aucun doute, mon espoir pour la survie des humains sur terre.

Ouvrages consultés

Peter KAMBER, 2002, Geschichte zweier Leben. Wladimir Rosenbaum & Aline Valangin, Limmat Verlag

Ilan PAPPÉ, 2006, Le nettoyage ethnique de la Palestine, Fayard

Tom SEGEV, 1998, Le septième million, Payot

Bernny MORRIS, 2003, Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste. IHTP-CNRS

Notes

[1] Si je me souviens bien, c'est Aharon Appelfeld qui a dit: Celui qui perd sa langue maternelle est un infirme à vie. C'est l'hébreux qui est «pays», pas la terre. Peut-être proche de la pensée de Pinsker, Appelfeld disait qu'Israël est un pays «idéologique», que la nouvelle langue hébraïque a créé une rupture avec le passé, une identité de surface.

[2] Leader du sionisme armé révisionniste.

[3] Le «Livre Blanc» de 1939 est un document politique publié par le gouvernement britannique en réponse à l'insurrection arabe contre le mandat britannique et l'immigration juive en Palestine (Grande Révolte arabe de 1936-1939)

Les points clés du «Livre Blanc»:

Limitation de l'immigration juive à un maximum de 75 000 personnes sur une période de cinq ans, avec une restriction stricte dans la réalité.

Interdiction d'acquisition de terres par des Juifs, sauf de petites zones.

Etablissement d'un Etat arabe palestinien unique dans les dix ans, avec des droits pour la minorité juive et afin de mettre fin au projet de foyer national juif.

Le document fut massivement rejeté par les Juifs de Palestine, déclenchant une grève générale. Il fut également refusé par le parti arabe majoritaire sous l'influence du mufti Amin al-Husseini, bien que le parti de la défense nationale soit prêt à l'accepter. La Commission des mandats de la Société des Nations dénonça ses dispositions. En conséquences, le «Livre Blanc» de 1939 marque une étape significative dans le processus menant à la fin du mandat britannique en Palestine en 1948 ainsi que dans la transition du conflit vers la Guerre d'indépendance d'Israël.

ANTITHÈSE
BON POUR LA TÊTE

Une plateforme independante pour penser autrement

- ARTICLES HEBDOMADAIRES DE BON POUR LA TÊTE
- MASTERCLASS VIDÉO EN ACCÈS ILLIMITÉ
- CONFÉRENCES EN LIGNE
- SÉANCES DE QUESTIONS-RÉPONSES
- REPLAY DES LIVES
- ET BIEN PLUS ENCORE...

Soutenir Antithèse & Bon pour la tête, c'est défendre une parole libre dans un paysage médiatique uniformisé.

En vous abonnant, vous soutenez une démarche a-partisane, indépendante de tout pouvoir politique ou économique.

Vous rendez possible un journalisme libre, exigeant, qui cherche à comprendre plutôt qu'à convaincre.

Chaque abonnement est un acte d'indépendance intellectuelle – une façon concrète de redonner sens au débat public.

S'abonner sur **www.antithese.info/abonnements** ou en scannant le QR-code

S'abonner sur www.antithese.info/abonnements

ou en scannant le QR-code